

perte de ressources humaines et matérielles qu'entraîne pour eux la guerre d'Indochine. J'ai eu l'impression que les questions qu'on me posait étaient provoquées par l'invitation à participer à la conférence faite par les quatre grandes puissances aux représentants du seul gouvernement qui existe en Chine continentale.

L'invitation était accompagnée, il va sans dire, d'une annexe énonçant qu'il était entendu que ni l'invitation ni la tenue de la conférence précitée ne serait considérée comme comportant la reconnaissance diplomatique de la part des pays qui n'ont pas encore accordé une telle reconnaissance. Mais il reste que, ce faisant, c'est reconnaître que c'est là le gouvernement qui dirige les armées contre lesquelles nous avons résisté; c'est le gouvernement qui peut convenir et admettre que nous avons démontré que nous ne permettrons pas à l'agression d'être profitable et qu'il ne peut imposer sa volonté au monde libre par l'agression.

Il est possible que quelque chose de plus permanent que le « cessez le feu » qui existe entre les deux armées en présence actuellement résulte de la conférence de Genève. Si un tel résultat était obtenu à cette conférence, cela pourrait indiquer que par voie de négociations avec les mêmes gens on pourrait éliminer d'autres causes de malaise dans le monde et d'incertitude quant à l'avenir. Aussi longtemps que ce sera le seul gouvernement en Chine continentale, ce ne sera qu'en discutant avec lui qu'on pourra obtenir quelque résultat.

Maintenant, à quel moment les résultats seront-ils suffisants pour rendre souhaitable ce qui équivaudrait à la reconnaissance diplomatique? Voilà une question que le Gouvernement n'entend pas étudier pour l'instant. Quand je dis « pour l'instant », je ne me sers pas de mots vagues. Je ne m'efforce pas de rendre tout simplement mes paroles conformes aux faits. Je ne veux pas dire à ce moment-ci. Dans les conditions présentes, je ne vois pas pourquoi nous songerions à la reconnaissance diplomatique de la Chine. Mais ces conditions peuvent changer et, selon moi, il serait très malheureux, tout comme le rédacteur du *Journal* est d'avis qu'il serait très malheureux, de nous lier par des déclarations et des engagements tels qu'il nous serait impossible, à un moment quelconque, de conclure que même la reconnaissance diplomatique de la Chine ne saurait être utile à la paix et à la sécurité du monde. Nous ne sommes pas dans une telle situation à l'heure actuelle et, lorsque j'ai dit que le Gouvernement ne songeait pas à une reconnaissance de ce genre dans le moment, je n'ai pas voulu dire, ainsi qu'on la prétendu au moins dans un journal, à ma connaissance, qu'il s'agissait simplement d'une question que le cabinet en tant que tel n'avait pas encore étudiée officiellement. J'ai voulu dire que je n'y pensais pas et que je ne connaissais aucun de mes collègues qui songeait à la reconnaissance diplomatique de la Chine dans les circonstances actuelles.

Toutefois, j'étais d'avis qu'aucun de nous ne songeait à des conditions qui nous em-

pêcheraient de recourir à la décision appropriée, lorsque, les circonstances étant changées, il faudrait décider. Évidemment, une telle décision devrait être adoptée de telle façon à ne pas faire fi de l'opinion de nos alliés. Nous avons beaucoup d'alliés dans l'Organisation du Traité de l'Atlantique-Nord et il y en a d'autres que nous pouvons, je crois, considérer comme alliés, au sein des Nations Unies. Il s'agirait d'une question d'intérêt mondial. J'espère que l'attitude adoptée par le Canada sera de nature à favoriser la paix et la stabilité du monde entier. Nous ne devrions pas tenter de prendre des décisions qui ne seraient pas nécessaires. La situation actuelle, c'est que nous n'envisageons pas, dans les circonstances présentes, la reconnaissance de la Chine sur le plan diplomatique. Nous ne l'avons pas fait, mais j'estime que nous ne devrions pas dire maintenant, ou n'importe quand, qu'il ne se présentera jamais, dans l'avenir, une situation où nous devrions néanmoins reconnaître un gouvernement qui nous est antipathique, un gouvernement dont la nature est entièrement contraire à tous nos idéals démocratiques, un gouvernement qui, d'après les renseignements que nous avons obtenus par oui-dire (car il nous faut, évidemment, fonder notre documentation sur ce que nous entendons dire), semble s'être rendu coupable de beaucoup d'actions que nous n'approuvons pas. Il y a d'autres gouvernements avec lesquels nous avons actuellement des relations diplomatiques et qui ont commis, d'après nous, des actes que nous n'approuvons pas. Mais ce sont les gouvernements des pays en cause, et les seuls gouvernements avec lesquels il est possible de traiter de questions intéressant leurs populations.

Nous espérons tous, je crois, qu'entre ces mondes apparemment incompatibles, c'est-à-dire entre le monde libre et le monde composé des pays à régime communiste, il sera possible d'établir une sorte de *modus vivendi* qui nous permettra, en fait, de vivre et de les laisser vivre. Cela se produirait sans intervention de notre part, sans notre approbation, sans notre responsabilité, dans les pays que nous estimons malheureux parce qu'ils vivent sous ce régime. Si cette éventualité ne nous semble pas possible, il nous faut alors envisager cette guerre froide comme quelque chose qui durera très longtemps et qui comportera toujours la possibilité de s'embraser soudainement et de se transformer en quelque chose de pis.

Encore une fois, je regrette de n'avoir pas été plus prudent dans les termes que j'ai employés et je regrette que ce genre de langage ait pu donner lieu à cette inquiétude et à cette controverse; mais, pour ce qui est de la politique du Gouvernement, ce n'est pas de cela que je parlais. Je me hasarde à dire maintenant que la politique du Gouvernement canadien à l'heure actuelle est de réserver son opinion sur la question de savoir si, à quelquel moment, dans n'importe quelles conditions qui pourront surgir à l'avenir, il y aurait lieu de reconnaître le gouvernement qui, à ce moment-là, existera de fait en Chine.